

EDITORIAL

LA FONDATION ÉVOLUE

En 1917, des représentants des grandes firmes industrielles lyonnaises créaient la Fondation Scientifique avec l'objectif « de contribuer sur le plan des sciences pures ou de la technologie appliquée, au développement industriel, économique, social et culturel de la région de Lyon et du Sud - Est ». La première action de l'institution a été la création d'une école de chimie, l'ESCIL, devenue CPE.

Tout au long du 20^e siècle, la Fondation a œuvré au rapprochement entre la recherche publique et l'industrie, son conseil d'administration bipolaire symbolisant bien cette volonté. Toutefois, le contexte a progressivement évolué et la perception d'une science triomphante a laissé la place dans l'opinion à des interrogations, ou à des réactions de défiance, voire de rejet dans les cas extrêmes, situation préjudiciable à une utilisation fructueuse des progrès de la recherche.

Ce changement a conduit la Fondation à évoluer également, pour prendre en compte les aspects sociétaux dans ses réflexions sur les rapports entre science et industrie. On l'a bien vu dans les deux grandes manifestations organisées en 2003, BioVision qui confronte les points de vue des chercheurs, des industriels et de la société civile, et le Sommet des Villes et des Pouvoirs Locaux sur la société de l'information dont les travaux ont porté sur la fracture numérique entre nations ou au sein d'un même pays.

Ainsi la Fondation, en apportant sa pierre au rapprochement entre la science, la société et l'industrie, s'adapte-t-elle à l'évolution du monde.

Philippe Desmarescaux
Président

CONFLUENCE DES SAVOIRS : DERNIÈRE CONFÉRENCE

Ne manquez pas la dernière conférence du cycle 2003-2004 de Confluence des Savoirs : le 18 mai prochain à 18h30 à l'amphithéâtre Charles Mérieux de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon, le Professeur François Ansermet, Psychanalyste et Professeur de psychiatrie d'enfants et d'adolescents à l'Université de Lausanne et Valère Novarina, écrivain, dramaturge et peintre, confronteront leurs points de vue et leurs expériences sur le thème « La psychanalyse face à la science : l'exemple de la plasticité cérébrale ».

FONDS D'INNOVATION DU CONSEIL GÉNÉRAL DU RHÔNE

Lors de sa réunion du 9 février dernier, le Comité Scientifique du Fonds d'Innovation du Conseil Général du Rhône a décidé d'accorder 5 prêts à des entreprises innovantes de ce département pour un montant global de 170 000 euros. Les entreprises Alatrace (développement de CD-Rom et de sites Internet pour enfants), Cyclopolitain (transport de personnes sur courte distance au sein des centres urbains), 3 Degrés de Liberté - 3DDL (création de solutions logicielles sur téléphones mobiles), SMC2 (conception et construction de structures avec couvertures textiles destinées aux bâtiments de grande portée) se sont vu accorder un prêt de 38 000 euros remboursable sur trois ans et sans intérêt. L'entreprise Convergence Technologies, qui présente une double activité de développement de produits propres et de services de bureau d'études avec intégration système et assistance à la recherche et au développement, a obtenu quant à elle un prêt d'une valeur de 18 000 euros.

ENCORE UN SOMMET REUSSI

Le Conseil d'Administration de la Fondation, après le succès de BioVision, avait souhaité que soit organisé un évènement sur le thème des technologies de l'information et de la communication. Ce souhait rejoignait le désir des villes de Lyon et de Genève de réunir les élus locaux des cinq continents sur ce sujet préalablement au Sommet des chefs d'Etat sur la société de l'information organisé par l'ONU à Genève. En effet, les villes et pouvoirs locaux sont des acteurs importants dans la société de l'information aux côtés des Etats, de la société civile et des entreprises privées. La Fondation a donc organisé au Palais des Congrès de Lyon les 4 et 5 décembre 2003 le premier « Sommet Mondial des Villes et des Pouvoirs Locaux sur la Société de l'Information », auquel trois objectifs étaient assignés :

- Faire connaître et valoriser les initiatives des villes et des pouvoirs locaux mais aussi des communautés et des réseaux citoyens sur tous les continents.
- Faciliter l'émergence d'une parole collective en animant des espaces de discussion sur les enjeux politiques portés par ces pratiques et en mettant au point une plate-forme de propositions des villes et pouvoirs locaux en vue du Sommet mondial de Genève.
- Travailler à la mise en réseau de ces expériences et de ces acteurs, examiner et évaluer les différents modèles, identifier les outils de ce chantier et développer la coopération entre villes.

Pour répondre à ces objectifs, plusieurs activités étaient organisées :

Une table ronde d'ouverture, à laquelle participait le Secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat, a permis de souligner les enjeux des pratiques locales pour la démocratie et le développement durable ;

Des forums de discussion se sont attachés à travailler sur les principales questions que se posent les élus locaux : la gouvernance et la démocratie, la diversité culturelle, la coopération décentralisée, les services aux habitants et l'accès aux savoirs et aux contenus locaux, les infrastructures et les financements, la participation des habitants à la vie de la cité, l'interaction entre acteurs locaux sur le territoire de la ville... Ces ateliers préparés en amont du Sommet ont débouché sur une série de propositions concrètes destinées à nourrir un plan d'action ;

Une séance plénière spéciale, animée en particulier par les représentants de la Région Rhône-Alpes et du Département du Rhône, était consacrée à l'étude des problèmes propres aux collectivités supra-communales, régions, provinces, länder, ...

Une séance plénière de clôture a permis aux participants d'adopter la « Déclaration de Lyon », qui a ensuite été communiquée au Sommet Mondial sur la Société de l'Information de Genève ;

Deux « Agoras des pratiques » et une exposition, le salon « Confluence », ont facilité la présentation des innovations ou des meilleures pratiques des collectivités locales, des associations ou des entreprises ;

Enfin, des temps de réunion étaient réservés aux grands réseaux partenaires du Sommet de Lyon (Global Cities Dialogue, Telecities, Villes Internet, Dialogues en Humanité, ...).

QUELQUES CHIFFRES :

1400 participants, dont 35 % d'étrangers ;
75 pays représentés ;
186 contributions mises en ligne sur le site ;
31 présentations dans les Agoras des pratiques ;
27 exposants au salon « Confluence » ;
72 journalistes présents ;
Plus de 300 « retombées presse ».

Préparées en amont par un conseil scientifique à composition internationale, les réflexions menées pendant le Sommet sont concrétisées dans deux séries de documents, les comptes-rendus des Forums et la « Déclaration de Lyon ».

Parmi les propositions, l'une des plus importantes a reçu immédiatement une traduction concrète, la création d'un fonds de solidarité numérique. Enfin, le Sommet a largement contribué à la reconnaissance des pouvoirs locaux dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Les débats dans les Forums ont en général été jugés intéressants et fructueux par les participants, la formule interactive adoptée ayant évité une suite d'exposés magistraux. L'efficacité des consultants de Cap Gemini Ernst & Young a permis de diffuser sur papier et de mettre en ligne sur le site avant la fin du Sommet les synthèses en deux langues des forums.

Un projet de Déclaration destiné à formaliser les principes ayant guidé les réflexions des participants au Sommet, les engagements qu'ils ont pris lors de la réunion et les recommandations qu'ils formulent, notamment vis-à-vis des participants au Sommet de Genève, avait été mis en ligne en septembre 2003, afin que les maires et les élus locaux puissent proposer des amendements. Accompagné d'un préambule et d'une résolution proposant un plan d'action pour la poursuite de la démarche, le texte de la déclaration a été adopté à l'unanimité lors de la séance de clôture du Sommet. Ce texte constitue une des premières prises de position officielle, adoptée par un si grand nombre d'élus au terme d'un processus consultatif, sur la société de l'information et les principes qui doivent la régir. Il a été communiqué aux chefs d'Etat et de gouvernement réunis au sommet de Genève, pendant lequel les maires de Lyon et de Genève ont pu le remettre en mains propres au Secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan.

Parmi les faits marquants du Sommet de Lyon, il faut signaler l'allocution du Président du Sénégal, Abdoulaye Wade, au cours de laquelle il a proposé la création d'un « Fonds de solidarité numérique ». Ayant immédiatement fait l'objet de promesses de financement des villes de Lyon, Genève et Turin, le fonds a ainsi reçu, avant d'être soumis aux Etats dont certains étaient réticents, un soutien marqué laissant espérer sa mise en œuvre concrète.

En résumé, le Sommet de Lyon a largement participé à une meilleure sensibilisation des élus locaux du monde entier sur les enjeux et usages de la société de l'information et a permis de créer une dynamique et de construire de véritables partenariats. Mais il a aussi renforcé la reconnaissance des pouvoirs locaux sur la scène internationale et démontré l'utilité, pour une meilleure gouvernance, de ces dialogues et échanges associant entreprises, gouvernements locaux et société civile.

LES GRANDS PARTENAIRES DU SOMMET
Organisation des Nations Unies (Sommet Mondial sur la Société de l'Information)
Union Internationale des Télécommunications
Agence des Nations Unies pour la Recherche et la Formation
UN-Habitat
Commission Européenne
Agence Intergouvernementale de la Francophonie
Ministère des Affaires Etrangères
Ministère de la Recherche
Ville de Lyon
Communauté Urbaine de Lyon
Département du Rhône
Région Rhône-Alpes

LES PARTICIPANTS
Les 1400 personnes ayant participé au Sommet des Villes représentaient l'ensemble des catégories intéressées par les thèmes traités :
– maires et élus locaux.....19 %
– membres des services de collectivités.....18 %
– représentants d'associations17 %
– responsables d'entreprises16 %
– représentants de la société civile lyonnaise.....12 %
– enseignants et étudiants10 %
– journalistes5 %
– représentants d'organisations internationales.....2 %

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les administrateurs de la Fondation se sont retrouvés le 15 décembre 2003 pour leur réunion de fin d'année. L'ordre du jour de cette séance de travail portait essentiellement sur quatre points :

- l'examen de l'état d'avancement des projets en cours, qui a permis aux membres du Conseil d'Administration de se tenir informés des activités de la Fondation et de décider des orientations à leur donner. Les principales actions passées en revue étaient le Forum BioVision et ses manifestations connexes, le projet « Biotechnologies, prise de décisions et gestion des risques », les conférences « Confluence des Savoirs » et le Sommet Mondial des Villes et des Pouvoirs Locaux sur la Société de l'Information.
- la décision de principe d'accueillir un projet relatif à la prévention de la cyberpédocriminalité financé par la Région Rhône-Alpes.
- la situation financière de la Fondation au 30 septembre qui, sans être inquiétante, souffre de la baisse des taux d'intérêts sur les placements.
- l'évolution de la Fondation et l'éventualité d'une alliance avec un partenaire spécialisé dans l'organisation d'événements, afin notamment de permettre un développement du Forum BioVision dans les meilleures conditions possibles.

Les administrateurs ont été rejoints en fin de réunion par M. René Trégouët, Sénateur du Rhône, rapporteur au Sénat du budget de la recherche et des nouvelles technologies, pour une discussion intéressante sur la mise en œuvre des technologies de l'information et de la communication dans le Rhône et sur les orientations de la politique du Ministère chargé de la Recherche.

BIO SQUARE À L'HEURE SUISSE

Dans le cadre de la première édition du Forum BioVision en 1999, des rencontres entre jeunes entreprises de biotechnologies, les biotechs, et investisseurs avaient été organisées. Cette action a été développée lors de l'édition du Forum 2001 sous forme d'une convention d'affaires, BioSquare, qui avait réuni à Lyon 500 participants. Devant le succès de cette manifestation et la nécessité de la rendre annuelle pour fidéliser les participants et pour suivre l'évolution rapide du secteur, la Fondation a créé une filiale dédiée à son organisation et décidé de tenir la convention les années paires en Suisse et les années impaires à Lyon en même temps que le Forum BioVision.

Après Zurich en 2002, Bâle a été choisie cette année comme lieu d'accueil de la convention.

La présence à Bâle de la quasi-totalité des grands groupes pharmaceutiques n'est bien sûr pas étrangère à ce choix puisque le cœur de la manifestation comprend des rencontres « pré-organisées » (3 400 à Bâle, soit un record mondial !) de trois types : des biotechs entre elles, des biotechs avec les banquiers et capitaux-risqueurs et surtout des biotechs avec les grands groupes qui, de plus en plus souvent, leur confient leurs activités de recherche.

Avec environ 1 200 participants en provenance de 36 pays dont 600 dirigeants d'entreprise et 150 financiers, BioSquare 2004 fut un véritable succès. La convention était accompagnée d'ateliers et de tables rondes où tous ont pu rencontrer d'éminentes personnalités comme les prix Nobel Jean-Marie Lehn ou Werner Arber.

LA LETTRE DE LA FONDATION (N°9) - ISSN (en cours)

DIRECTEUR DE PUBLICATION : GUY BARRIOLADE - SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : M.-P. TEVOEDJRE

LETRE ÉDITÉE PAR REPRODUCTIS - 55, RUE DE LA THIBAUDIÈRE - 69007 LYON

4, RUE PRÉSIDENT CARNOT - 69002 LYON

☎ +33 (0) 4 78 92 70 00 ☒ + 33 (0) 4 78 92 70 29 fondation@fslse.org